

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° DREAL-UID11/66-C1-2022-061

**Portant réalisation d'un programme de surveillance environnemental
sur l'ensemble des parcelles concernées par l'installation exploitée par la Société
Languedocienne de Micron Couleur (SLMC) et située sur la commune de Narbonne (11)
suite à la cessation d'activité et à la réhabilitation du site**

**LE PRÉFET DE L'AUDE,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.511-1, R.181-45, R.512-39-1 et suivants ;

Vu le titre 1er du livre V - partie réglementaire - du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles R.512-2 à R.512-46 et R. 516-5 et suivants ;

Vu le décret du 17 février 2021 portant nomination du préfet de l'Aude ;

Vu le décret du 4 juillet 2022 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, sous-préfète de Carcassonne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 93-2213 du 28 décembre 1993 autorisant la Société Languedocienne de Micron Couleurs à procéder à la modification et à l'extension de ses unités de production de pigments et réactualisant les prescriptions techniques prescrites par l'arrêté préfectoral du 30 juin 1979 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2000-50 du 12 mai 2000 réactualisant les prescriptions techniques applicables aux unités de production de pigments exploitées par la Société Languedocienne de Micron Couleurs (SLMC) et situées sur le territoire de la commune de Narbonne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2001-15 du 27 février 2001 complétant l'arrêté préfectoral n°2000-50 du 12 mai 2000 réactualisant les prescriptions techniques applicables aux unités de production de pigments exploitées par la Société Languedocienne de Micron Couleurs (SLMC.) et situées sur le territoire de la commune de Narbonne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2001-60 du 7 juin 2001 modifiant l'article 5.4.1.9 de l'arrêté préfectoral n°2000-50 du 12 mai 2000 réactualisant les prescriptions techniques applicables aux unités de production de pigments exploitées par la Société

Languedocienne de Micron Couleurs (SLMC) et situées sur le territoire de la commune de Narbonne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2004-11-3658 du 22 décembre 2004 modifiant et complétant les prescriptions techniques applicables aux unités de production de pigments exploitées par la Société Languedocienne de Micron Couleurs (SLMC.) et situées sur le territoire de la commune de Narbonne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008-11-3337 du 21 avril 2008 modifiant et complétant les prescriptions techniques applicables aux unités de production de pigments exploitées par la Société Languedocienne de Micron Couleurs (SLMC) et situées sur le territoire de la commune de Narbonne ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2009-11-1899 en date du 15 juillet 2009 portant sur les prescriptions complémentaires sur les mesures de réhabilitation des unités de production de pigments exploitées par la Société Languedocienne de Micron Couleur (SLMC) et situées sur la commune de Narbonne ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2012187-0009 en date du 6 juillet 2012 portant sur les prescriptions complémentaires sur les mesures de réhabilitation des unités de production de pigments exploitées par la Société Languedocienne de Micron Couleur (SLMC) et situées sur la commune de Narbonne ;

Vu le rapport de fin de travaux établi par RETIA, maître d'ouvrage délégué à la réhabilitation du site, version 3 du 7 janvier 2022 relatif aux travaux de réhabilitation des unités de production de pigments exploitées par la Société Languedocienne de Micron Couleur (SLMC) et situées sur la commune de Narbonne ;

Vu le rapport « bilan quadriennal de surveillance des eaux souterraines : 2018-2021 – ancien site SLMC » n°A113582/B de janvier 2022 établi par le bureau d'études ANTEA Group transmis par courrier du 7 janvier 2022 par la société SLMC et proposant d'actualiser le suivi suite à la réhabilitation du site ;

Vu le rapport « Ancien site SLMC à Narbonne – Suivi géotechnique des bassins – bilan annuel 2021 » n°114875/A du 6 janvier 2022 établi par le bureau d'études ANTEA Group transmis par courrier du 7 janvier 2022 par la société SLMC et proposant une actualisation du suivi ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 27 septembre 2022 ;

Vu l'inspection réalisée le 8 septembre 2022 et le rapport établi par l'inspection des installations classées en suivant ;

Vu la sollicitation de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral visé et sa réponse en date du 27 octobre 2022 ;

Considérant que les travaux de réhabilitation de l'ancien site SLMC ont été réalisés conformément aux dispositions des arrêtés préfectoraux n°2009-11-1899 en date du 15 juillet 2009 et n°2012187-0009 en date du 6 juillet 2012 ;

Considérant qu'il est nécessaire d'effectuer un suivi environnemental pour vérifier l'efficacité des actions et aménagements mis en œuvre et de garantir la pérennité de ces aménagements et qu'à ce titre il est nécessaire de prescrire un nouveau programme de suivi ;

Considérant que les parties concernées ont été consultées et n'ont pas formulés d'observation ;

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Aude,

ARRETE

ARTICLE 1 : OBJET

La Société SLMC dont le siège social est fixé - Zone Industrielle de Malvési – Route de Moussan - 11100 Narbonne, doit procéder à la surveillance de son site qu'elle a exploité sur le territoire de la commune de Narbonne conformément à son dossier de fin de travaux de réhabilitation établi par RETIA susvisé et aux dispositions particulières prévues dans le présent arrêté dans le but de répondre aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

Les arrêtés préfectoraux n°2009-11-1899 en date du 15 juillet 2009 et n°2012-187-0009 en date du 6 juillet 2012 portant sur les prescriptions complémentaires sur les mesures de réhabilitation des unités de production de pigments exploitées par la Société Languedocienne de Micron Couleur (SLMC) et situées sur la commune de Narbonne, sont abrogés.

ARTICLE 2 : FORAGE

Le forage situé dans la nappe profonde de la formation jurassique présent sur le site est conservé afin de servir de point éventuel de mesure du niveau de l'aquifère du Jurassique.

Il doit être entretenu selon les règles de l'art. Les actions réalisées doivent figurer dans le bilan quadriennal prévu à l'article 7.

Toute utilisation de l'eau du forage devra préalablement faire l'objet d'une demande adressée au Préfet.

ARTICLE 3 : EAUX SOUTERRAINES

La société SLMC est tenue de réaliser le programme de surveillance des eaux souterraines suivant à fréquence semestrielle :

		Métaux (cadmium, sélénium, nickel)	Composés azotés (ammonium, nitrates, nitrites)	Anions communs (chlorures et sulfates)	Hydrocarbures totaux C10-C40	4 COHV (1,1- dichloroéthane, 1,1- dichloroéthène, 1,2-trans- dichloroéthène, 1,1,1- trichloroéthane)	Les chlorobenzènes et chlorotoluènes	Les DCT
Bassin B2	Pz 14-17a	x	x	x	x	x	x	
	Pz 14-18a	x	x	x	x	x	x	
	Pz 16-16a	x	x	x	x	x	x	
	Pz 18-17b	x	x	x	x	x	x	
Bassin B1 et B3	Pz 21-07a	x	x	x	x	x	x	
	Pz 18-14a	x	x	x	x	x	x	
	Pz 19-15a	x	x	x	x	x	x	
	Pz 21-15a	x	x	x	x	x	x	
Bassin B4	Pz 26-05a	x	x	x		x	x	x
Vieux bassins	Pz 25-37a	x	x	x				
	Pz 12-32a	x	x	x				
	FC3	x	x	x				
Anc. PB	Pz 10-18a	x	x	x				
Hors site (ouvrages de référence)	Pz 04-30a	x	x	x	x	x	x	x
	Pz 13-12a	x	x	x	x	x	x	x
Plateforme	Pz 37-13a	x	x	x		x	x	x
	Pz 29-19a	x	x	x		x	x	
	Pz 29-24a	x	x	x		x	x	x
	Pz 35-15b	x	x	x		x	x	

Les résultats seront transmis dans le cadre du bilan quadriennal précisé à l'article 7 par la société SLMC et seront accompagnés d'une interprétation.

Un plan en annexe I au présent arrêté précise le positionnement des différents éléments du réseau de surveillance.

Ce suivi peut être modifié, sur demande justifiée par l'exploitant, après accord de l'inspection des installations classées pour l'environnement.

ARTICLE 4 : EAUX PLUVIALES

L'exploitant devra établir un plan à jour suite au remodelage du site des différents bassins versants et de tous les réseaux d'eaux pluviales maintenus sur le site, raccordés ou non au bassin de régulation, et le transmettre, sous 6 mois à compter de la publication du présent arrêté, à l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exploitant du bassin de régulation, situé en contrebas (actuellement exploité par la société ORANO).

Un entretien régulier des ouvrages de collecte des eaux superficielles est réalisé afin de les maintenir dans un bon état de fonctionnement.

ARTICLE 5 : GÉOTECHNIQUE ET STABILITÉ

La société SLMC est tenue de réaliser le programme de surveillance géotechnique suivant à fréquence annuelle :

- mesure des déformations sur les inclinomètres INC 17-16a et INC 18-16a ;
- mesure des déplacements de surface sur les bornes topométriques P1 à P5 (digue du bassin B2) et P10 à P13 (paroi de palplanches tirantées sous le bassin B2).

La société SLMC est tenue de réaliser le programme de surveillance géotechnique suivant à fréquence semestrielle :

- mesure des déformations sur l'inclinomètre INC 20-15a ;
- mesure des déplacements des cibles B134 à B136 sous le bassin B1.

Afin de suivre l'évolution du décollement du niveau observé au niveau de la longrine béton située à l'aval du bassin solide B2, un point de repère fixe sera identifié et équipé d'une borne topométrique afin de procéder – à chaque visite de contrôle annuelle – à une mesure de déplacement.

En cas d'apparition d'une anomalie de comportement géotechnique, au travers de résultats de mesures ou d'observations in situ, cette fréquence de contrôle sera réexaminée.

Concernant le bassin B1, afin de suivre l'évolution de ce dernier, la société SLMC met en place un programme de surveillance géotechnique (bornes topométriques ou cibles) à fréquence semestrielle. Afin d'établir ce programme et de permettre le choix du positionnement des cibles à suivre, l'exploitant fera réaliser une étude par un bureau d'étude spécialisé en géotechnique.

L'exploitant réalise également un suivi visuel semestriel et après chaque épisode pluvieux important de type méditerranéen, du bon état du dôme du bassin B1, de l'absence de déplacement (abaissement/glisement) et de l'absence de création de zones d'infiltration d'eau (creusement/ravinement) sur ce dernier.

L'ensemble des résultats sera transmis dans le cadre du bilan quadriennal précisé à l'article 7 par la société SLMC et seront accompagnés d'une interprétation.

Un plan en annexe II au présent arrêté précise le positionnement des différents points de mesure déjà en place. Après mise en place du suivi du bassin B1, la société SLMC transmettre un nouveau plan à jour.

Ce suivi peut être modifié, sur demande justifiée par l'exploitant, après accord de l'inspection des installations classées pour l'environnement.

ARTICLE 6 : CONTRÔLES PARTICULIERS

Indépendamment des contrôles explicitement prévus par le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, au frais de l'exploitant, que des prélèvements (sur les piézomètres, sur les sols, sur les sédiments...) et analyses soient effectués par un organisme reconnu compétent, et si nécessaire agréé à cet effet par le Ministre en charge de l'environnement, en vue de vérifier le respect paramètres fixés dans le programme de suivi environnemental du site.

ARTICLE 7 : BILAN QUADRIENNAL

Un bilan quadriennal, tel que prévu à l'article 65bis de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, est transmis au préfet tous les 4 ans, le prochain couvrant la période 2022-2025, sera transmis avant fin juin 2026. Ce bilan présentera les évolutions du site, en termes d'aménagements, les résultats de la surveillance prévue dans le présent arrêté, et le cas échéant, les demandes argumentées de modification du suivi, soumises à l'accord préalable de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8 : GARANTIES FINANCIERES

ARTICLE 8.1 : Objet des garanties financières

En application de l'article R.516-5 du code de l'environnement, le montant des garanties financières couvrant les coûts de surveillance et de gestion d'éventuels accidents pendant la période de suivi à long terme des zones de déchets enfouis des bassins B2 et B4 réaménagés est réévalué.

Ces garanties financières s'appliquent de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux sur la période, d'une durée de surveillance au moins égale à 30 ans après le dernier apport de chacune des zones d'enfouissement de déchets (2002 pour le bassin B2, 2007 pour le bassin B4).

ARTICLE 8.2 : Montant des garanties financières

Le montant minimum des garanties financières pour chacune des périodes de cinq ans durant la période de suivi trentenaire, est fixé dans le tableau ci-dessous :

Périodes	Montant Euros TTC
2022 à 2026	823 403
2027 à 2031	790 139
2032 à 2036	631 503

Montants présents actualisés avec la référence de l'indice TP 01 du 01/09/11 (date de publication au journal officiel du 30/12/11) à 681,3.

ARTICLE 8.3 - Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins trois mois avant la date d'échéance de la période.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 1er février 1996.

ARTICLE 8.4 - Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- Tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- Sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

ARTICLE 8.5 - Absence des garanties financières

L'absence de garanties financières peut entraîner les sanctions prévues à l'article L.516-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 8.6 -Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le préfet peut faire appel aux garanties financières :

- Lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières ;
- Ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

ARTICLE 8.7 — Levée de l'obligation des garanties financières

L'obligation de garanties financières pourra être levée par arrêté préfectoral avant l'échéance fixée à l'article 8.2.

ARTICLE 9 : INFORMATION DES TIERS

En vue de l'information des tiers :

- 1° une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie de la commune Narbonne et peut y être consultée ;
- 2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de Narbonne pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Aude, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'inspection des installations classées, <https://www.georisques.gouv.fr>

ARTICLE 10 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article L.514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Cette décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Montpellier, soit par courrier adressé au 6 rue Pitot – CS 99002 – 34063 MONTPELLIER Cedex 02, soit par voie électronique sur le site <https://www.citoyens.telerecours.fr>.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 512-7, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues à l'article 3.2 ci-dessus ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

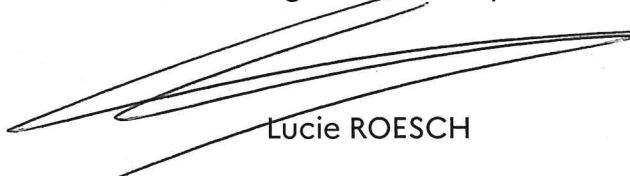
Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant mise en place de ces servitudes d'utilités publiques ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 11 : EXÉCUTION - AMPLIATION

La Secrétaire Générale de la préfecture de l'Aude, le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, région Occitanie, en charge de l'inspection des installations classées et le Maire de Narbonne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un avis sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera notifiée administrativement à l'exploitant SLMC dont le siège social se situe Zone Industrielle de Malvés – Route de Moussan - 11100 Narbonne.

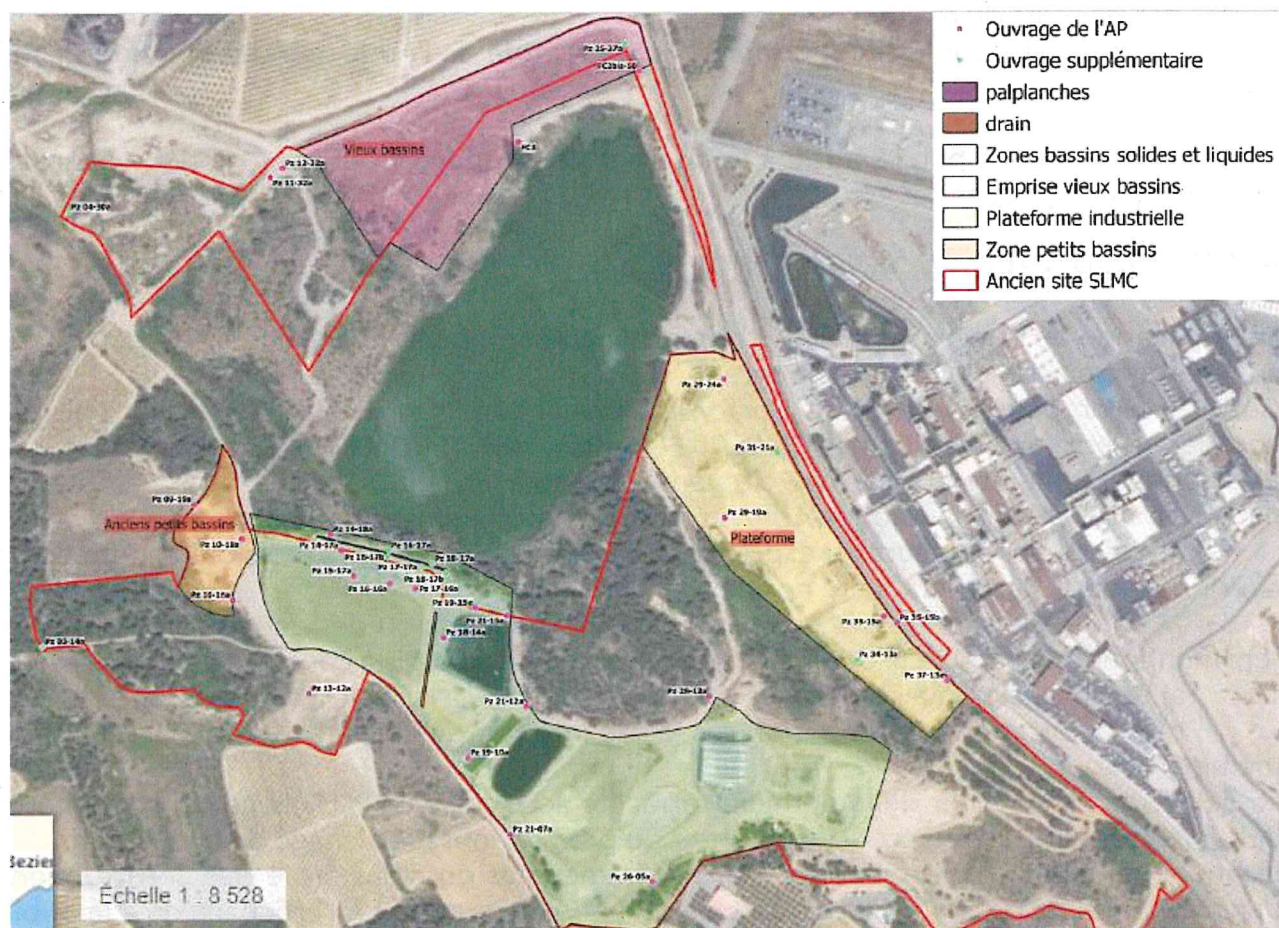
Carcassonne, le 03 novembre 2022

Pour le préfet, et par délégation,
La secrétaire générale de la préfecture

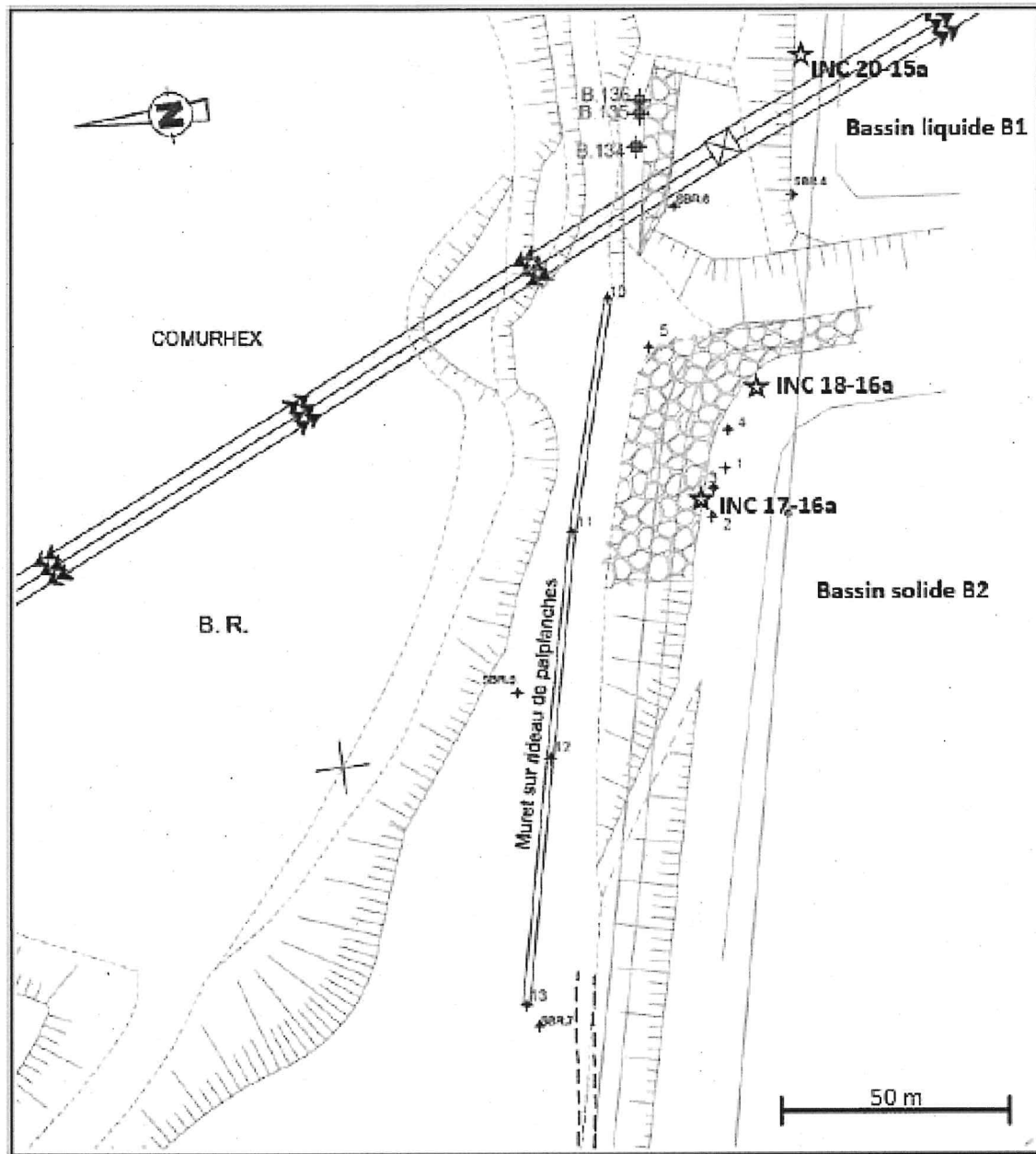


LUCIE ROESCH

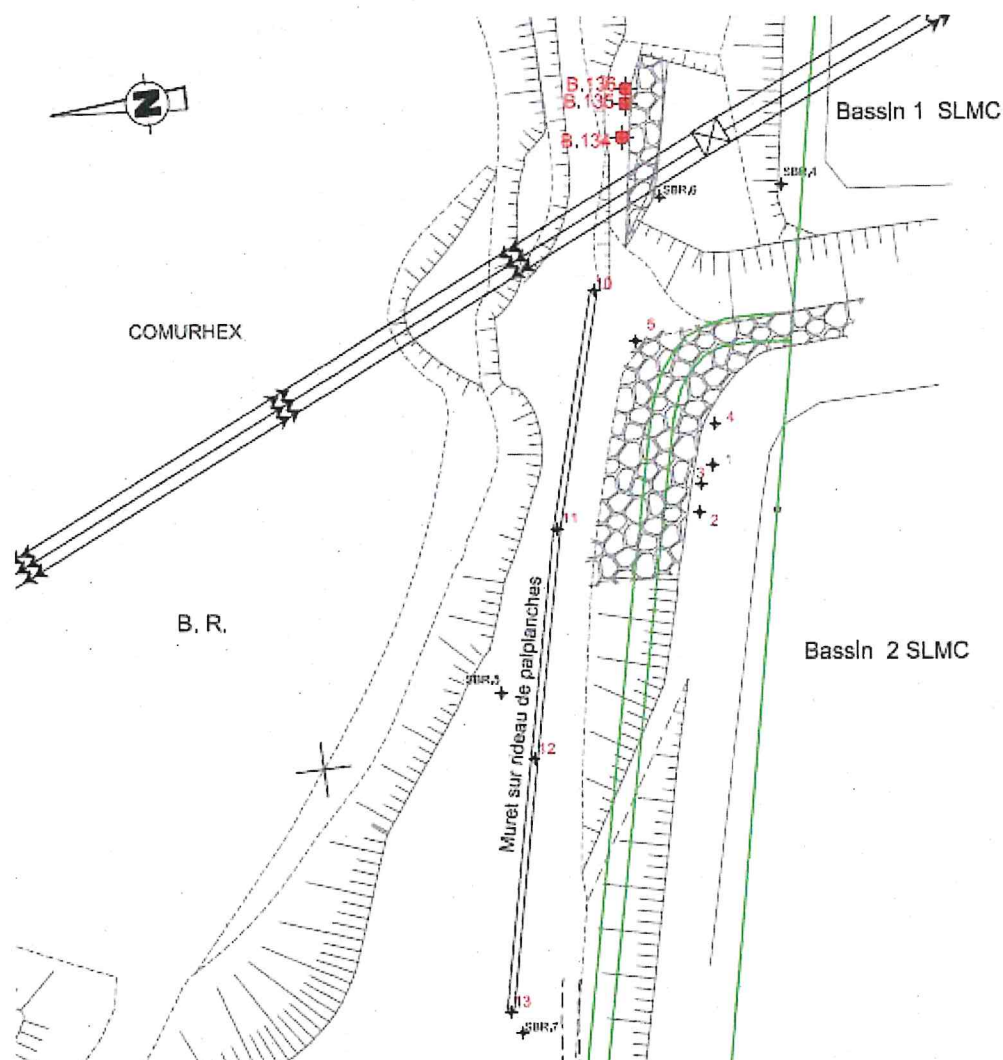
ANNEXE I RÉSEAU DE SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES



ANNEXE II RÉSEAU DE SURVEILLANCE GÉOTECHNIQUE



INCLINOMETRES



CIBLES ET PLOTS TOPOMÉTRIQUES